

11 janvier 2013

La grande illusion de la social-démocratie suédoise : Plutôt un exemple de néolibéralisation au pas de course

Au début janvier 2013, Le Devoir publiait dans sa page « Idées »¹ une série de trois articles sur trois jours, ce qui n'est pas rien, encensant le modèle suédois que devrait imiter le Québec. Sans cacher privatisation (hydroélectricité et transport public) de même que l'introduction de la concurrence et du ticket modérateur dans le système de santé, les auteurs, de retour d'un bref voyage en Suède, n'en affirment pas moins que :

- « ...les Suédois parviennent mieux que nous à réduire les inégalités et à redistribuer la richesse, et leur économie, plus productive, contribue à mieux gérer la dette publique. [...] »
- « ...personne en Suède n'oppose compétitivité et solidarité. Ces deux notions sont au contraire vues comme complémentaires. [...] »
- [D'une méthode de décision basée sur] « ...la force du consensus. »

Difficile de ne pas voir que les auteurs, dont l'artiste-politicien Dominic Champagne grand promoteur de l'alliance PQ-Québec solidaire, prennent la relève du social-libéral « Manifeste des solidaires » de 2005 signé entre autres tant par les deux actuels députés de Québec solidaire ainsi que par quatre députés du Bloc québécois et du PQ de l'époque. Ce manifeste proposait comme alternative l'ultra-libéral « Manifeste des lucides » « un virage politique et économique qui soit résolument viable, progressiste et solidaire [...] ce que font avec succès les pays nordiques de l'Europe classés comme les plus compétitifs du monde par ceux qui jugent selon les normes économiques dominantes [tout en étant] fortement syndiqués et que leurs syndicats participent directement aux décisions et stratégies corporatives ! » Le modèle scandinave proposé basé sur la concertation capital-syndicats permettrait la quadrature du cercle de la compétitivité néolibérale avec la redistribution de la richesse cum le développement durable.

Il n'y a rien comme passer ce soi-disant modèle au crible d'une banale et rapide analyse conjoncturelle, socio-économique et historique, à l'aide de sources connues de centre-gauche et quelque peu officielles, soupoudrées d'une source anticapitaliste, pour conclure à sa rapide néolibéralisation.

Depuis la crise 1975-76, une gauche et une droite qui néolibéralisent au pas de charge

Qu'en est-il cependant de l'évolution de ce modèle depuis le début, il y a plus de trente ans, de l'ère néolibérale ? La Suède a été gouvernée par une coalition de droite entre 1976 et 1982 puis de 1991 à 1994 et depuis 2006. À part ces interludes... qui se prolongent, la social-démocratie a gouverné depuis 1936. Est-ce à dire que celle-ci a résisté aux politiques néolibérales ?

« Les premières atteintes de la crise [de 75-76 dite pétrolière, NDLR], dans ce pays dépourvu de ressources pétrolières, avaient amené au pouvoir les partis « bourgeois » en 1976. Mais leur coalition [...] n'a pas résisté à la montée du chômage et au mécontentement provoqué par la réduction des prestations sociales : les sociaux-démocrates sont revenus au gouvernement lors des élections de septembre 1982. L'année 1983 a cependant débuté par l'annonce d'un programme draconien d'« assainissement » de l'économie [...] L'industrie suédoise a en effet beaucoup de marchés étrangers et si les multinationales ont continué à investir hors des frontières, elles ont souvent réduit leurs activités dans le cadre national. »²

Les sociaux-démocrates, à la suite des partis de droite, ont donc choisi de faire payer les crises de 75-76 puis celle du début des années 80, au peuple suédois et non aux multinationales (ex. Volvo, Saab, Ericsson, Electrolux, IKEA, ABB, Astra, Stora) qui n'avaient pourtant pas hésité à recourir à la fuite des capitaux. Au contraire, la Suède fut « [p]lus largement ouverte au capital étranger

¹ La Suède et le Québec qu'elle nous inspire, Dominic Champagne, Geneviève Dorval-Douville, Miriam Fahmy, Pascale Navarro, Paul St-Pierre-Plamondon, Le Devoir, 3/4/5 janvier 2013

² État du monde, édition 1983

depuis 1982, et engagée dans la voie d'un assouplissement progressif du contrôle des changes... ».³ Les résultats de cette politique ont été « positifs malgré la baisse du pouvoir d'achats des personnes actives et des retraités (suppression des indexations sur le coût de la vie)... ».⁴ Finalement, « [I]es moyens utilisés différencient pourtant assez peu la Suède des autres États : amélioration de la compétitivité des entreprises industrielles, freinage de la consommation intérieure, réduction des dépenses publiques et du déficit budgétaire. »⁵

Avec la reprise à partir du milieu des années 80, faut-il s'étonner de la résistance de la classe ouvrière que ne parviennent pas à totalement contrôler les directions syndicales :

« Le 2 mai [1985], éclatait la plus importante grève (dix-huit jours, quelque 60 000 grévistes) que le secteur public suédois ait connu dans son histoire. Après l'intervention d'Olof Palme [premier ministre], les syndicats ont accepté un compromis sur les hausses de salaires demandées (2% au lieu de 3.1%) qui marquait un recul dans la politique gouvernemental de lutte contre l'inflation. »⁶

Cependant, en automne 1986, une grève d'un mois du secteur public n'aboutit pas à « la parité des salaires avec le secteur privé. Pour la première fois, le principe de la solidarité, si cher à la centrale syndicale LO était ébranlé et sacrifié à la politique anti-inflationniste. »⁷ Malgré tout, « [I]a hausse des salaires (6.5% - 7% en 1987 pour le salaire moyen) et des prix (4.2% malgré le blocage pendant les six premiers mois de l'année), plus rapide en Suède que dans la plupart des autres pays, a contribué à fragiliser à la fois la compétitivité et le plein emploi. »⁸ Pour faire face, le gouvernement social-démocrate présenta, « quelques semaines seulement après les élections de septembre [1988], les grandes lignes d'une réforme fiscale en profondeur [qui visait] à redonner aux Suédois « le goût du travail et de l'épargne ». [Le ministre des Finances] tire un trait sur la progressivité de l'impôt, dogme sacré des sociaux-démocrates depuis la fin de la guerre. »⁹

On comprendra que « [I]a confiance envers le gouvernement s'est étiolé et [que] l'année a été fertile en conflits sociaux : grève dans l'industrie au printemps 1989, mouvement sauvage des chemins de fer en août 1989, grève des enseignants en novembre-décembre 1989, des employés de banque en janvier 1990 et dans la fonction publique en février. » Suite à l'échec de la concertation, s'ensuivit « l'annonce par le gouvernement d'un plan d'urgence d'une sévérité exceptionnelle : blocage pendant deux ans des prix, des salaires, des loyers et des impôts communaux, et interdiction des grèves pour revendications salariales. Le 15 février 1990, le programme, qui avait reçu l'aval de la centrale syndicale LO était rejeté par le parlement... ».¹⁰ Il fallu que le parti Communiste et les Verts s'allient aux sociaux-démocrates pour sauver le plan d'urgence mais en l'amputant du blocage des salaires et de l'interdiction des grèves.

Faut-il s'étonner que les sociaux-démocrates aient perdu les élections de 1991 avec le plus bas score électoral depuis 1928 ? Le retour de la droite aux affaires coïncida avec la pire crise qu'ait connue la Suède depuis celle des années 30. De 1989 à 1993, l'industrie perd le quart de ses emplois industriels.¹¹ Loin de s'opposer aux mesures d'austérité du gouvernement de droite, l'opposition sociale-démocrate l'y aida :

« Dès septembre 1992, une politique d'austérité, dont le coût social s'annonçait considérable avait été mis en œuvre par le gouvernement. Après la tourmente monétaire et la montée du taux d'intervention de la Banque centrale jusqu'à 500%, un accord historique a été conclu le 20 septembre avec l'opposition sociale démocrate pour réaliser 41 milliards d'économie (échéance 1997) par l'élévation de l'âge de la retraite de 65 à 66 ans, la réduction ou le gel des aides au logement, allocations familiales et maladie, bourses et retraites. Le 19 novembre 1992, le gouvernement devait se résoudre à laisser flotter la couronne qui avait perdu 20% de sa valeur le 15 février 1993. Pour

³ État du monde, 1987-1988

⁴ État du monde, 1984

⁵ État du monde, 1985

⁶ État du monde, 1985

⁷ État du monde, 1987-1988

⁸ État du monde, 1988-1989

⁹ État du monde, 1989-1990

¹⁰ État du monde, 1991

¹¹ État du monde, 1995

favoriser la compétitivité, une loi a confirmé, fin novembre 1992, les accords conclu entre le parti social-démocrate et le gouvernement sur la diminution des charges patronales, l'augmentation de la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) sur les produits alimentaires et la suppression de deux jours de congés annuels »¹²

Pourtant, encore une fois, la crise monétaire qui envenimait la crise économique était due aux activités spéculatives du capital suédois :

« [L]'augmentation des profits n'a pas débouché sur la hausse des investissements attendue. Au lieu de cela, des centaines de milliards de couronnes ont été dépensées dans l'achat d'actions en bourse et de biens immobiliers [...] Les banques ont coopéré avec enthousiasme, prêtant de l'argent à profusion et alimentant la spirale. Entre 1982 et 1990, le PNB suédois a augmenté de 20%, tandis que la part du marché des actions des compagnies immobilières augmentait, elles, de 800%. [...] En 1988, le gouvernement social-démocrate a supprimé les restrictions sur les prêts bancaires, éliminant ainsi les derniers obstacles à la frénésie spéculative. [...] [U]ne étude de la balance commerciale suédoise montre que son déficit est uniquement le résultat des activités des capitalistes. Ils ont investi leur argent dans la spéculation [en dehors de la Suède, NDLR] et l'ont perdu. »¹³

Le rejet de la droite permit le retour au pouvoir des sociaux-démocrates en septembre 1994. Tout de suite, « [l]e Premier ministre et son prédécesseur conservateur Carl Bildt se sont alliés pour défendre la cause européenne, gagnée de justesse à l'issue du référendum du 13 novembre 1994 sur l'adhésion à l'Union européenne (52.2% de « oui »). », campagne combinée avec un nouveau programme d'austérité.

« Le gouvernement a opté pour une politique d'austérité entamant un peu plus le « modèle suédois. » Le 2 novembre 1994, il élaborait un programme d'assainissement des finances publiques (50 milliards sur quatre ans) par une pression fiscale accrue (sur les hauts salaires, le capital, et la propriété,) une désindexation des retraites et des aides aux étudiants sur les prix. Le 5 avril 1995, il obtenait le soutien du Parti du centre sur les coupes budgétaires (22 milliards de couronnes), affectant notamment les allocations familiales et de logement, sur la réduction des taux d'indemnisation de sécurité sociale (de 80% à 75%), sur le plafonnement des dépenses des collectivités locales [...] un allègement des charges patronales... »¹⁴

« Göran Persson [nouveau Premier ministre social-démocrate] a annoncé le 15 avril 1996 de nouvelles mesures de compressions des dépenses sociales : allocation logement, retraites, remboursements des frais médicaux, congé parental [pour] ramener le déficit budgétaire à 3% du PIB en 1997... »¹⁵

Il est vrai que pour se concilier la centrale syndicale LO, le gouvernement, en plus de faire contribuer les riches à l'effort fiscal, a ramené « l'indemnisation du chômage à son niveau antérieur (80% du dernier salaire) en 1998. » Cette politique de rigueur sur le dos des classes populaires « a commencé à porter ses fruits en 1997. Le déficit des finances publiques, l'un des plus élevés de l'Union européenne en 1994 (13,4% du PIB), devait atteindre 4% du PIB en 1996. [Cependant,] [l]a popularité des sociaux-démocrates n'a cessé de diminuer au second semestre de 1996 pour ne plus atteindre que 26% des intentions de vote... »¹⁶

Inquiet pour sa réélection et profitant du redressement économique et budgétaire, le gouvernement suédois « a rejeté, dès le 19 septembre 1997, l'éventualité d'allègements fiscaux et proposé une augmentation des dépenses en faveur de la protection sociale, de la santé et de l'éducation (8 milliards de couronnes) et une allocation annuelle de 2% du surplus en faveur de l'emploi. » Ces concessions lui ont valu sa réélection en 1998 avec cependant « son plus mauvais score depuis 75 ans [...] en chute de plus d'un cinquième. », ¹⁷ ce qui l'a obligé à passer un accord avec le nouveau Parti de gauche (ex-communiste) et les Verts. Ainsi, la social-démocratie affaiblie a été empêchée de faire immédiatement après les élections des coupures drastiques autres que

¹² État du monde, 1994

¹³ INPRECOR, mai 1993

¹⁴ État du monde, 1996

¹⁵ État du monde, 1997

¹⁶ État du monde, 1998

¹⁷ État du monde, 1999

des réductions mineures des allocations de chômage et du budget de la santé, ce qui a entraîné la démission du très néolibéral ministre des Finances.¹⁸

Face à l'hésitation de la nouvelle coalition de gauche, « [p]lusieurs grosses entreprises ont commencé à déménager leur siège social ce qui ne pouvait qu'inquiéter dans un pays où quelques multinationales jouent un rôle clé [même si] ...l'impôt sur les sociétés (28%) est parmi les plus faibles d'Europe... [et qu'après] avoir assaini les finances publiques, le gouvernement a tablé sur un excédent budgétaire de 0.5% du PIB en 1999. »

« Dans l'industrie forestière, Stora a fusionné avec Enso, puis s'est installé à Helsinki [Finlande] où Nordbanken, l'une des principales banques suédoises, s'est également déplacée. À l'automne 1998, l'annonce par la compagnie Ericsson (téléphonie) de son déménagement partiel à Londres a fait trembler le royaume. Le groupe pharmaceutique Astra s'est ensuite marié avec le britannique Zeneca (nouveau siège à Londres). Le plus gros choc fut toutefois l'annonce par Volvo de la vente de sa division voiture à l'américain Ford, pour quelque 50 milliards de couronnes. »¹⁹

« Le rachat de Saab à General Motors par le constructeur néerlandais Spyker (janvier 2010) et celui de Volvo à Ford par le constructeur chinois Geely (mars 2010) ont fait figure de symboles. »²⁰

Faut-il s'étonner que loin d'être gagnée par la baisse du chômage, mais « qui ne compte pas les nombreuses personnes sans emploi suivant une formation [...] [l]a population aura davantage été impressionnée par les annonces de suppressions de dizaines de milliers d'emplois par Ericsson, Volvo ou ABB. »²¹

« La situation économique a été, pourtant relativement satisfaisante puisque, en 2004, la croissance a atteint 3.5%, l'excédent commercial a dépassé 23 milliards d'euros et l'inflation est restée faible (1.1%). Le chômage était toutefois préoccupant (5.8% en avril 2005) et l'annonce en mars 2005 que General Motors allait transférer la production de voitures de la gamme moyenne de Saab vers l'Allemagne suscitait de l'émoi dans le pays. »²²

Cette insécurité sur fond de relative prospérité, « liée à l'explosion des technologies de l'information », crée un malaise social se répercutant sur les rapports avec les autochtones, les femmes, les immigrants et les pays dépendants :

- « À la mi-1999, la Suède n'avait cependant toujours pas ratifié la convention 169 de l'OIT (Organisation internationale du travail) sur les droits des peuples autochtones, qui accorderait — théoriquement — aux Sami des droits à la terre et à l'eau. Au cours des trente années précédentes, les éleveurs de rennes ont été privés de vastes étendus de pacages d'hiver au profit de l'industrie forestière. »²³
- « Le premier janvier 1999 est entrée en vigueur une loi condamnant l'achat de services sexuels (jusqu'à six mois de prison encourus), mais n'interdisant pas la pratique de la prostitution, laquelle est devenue plus souterraine, et donc plus difficile à surveiller. »²⁴
- « ... le pays a été secoué par une série d'agressions néo-nazies qui ont choqué la population. Le 28 mai 1999, deux policiers ont été exécutés par trois extrémistes qui venaient d'attaquer une banque. Un mois plus tard, le 29 juin, un journaliste spécialisé de l'extrême droite et son jeune fils étaient blessés dans l'explosion d'une bombe placée dans leur voiture. Et, le 12 octobre 1999, un syndicaliste était abattu devant chez lui par un groupe de néonazis. [...] L'explosion de la musique raciste dite « pouvoir blanc » — dont la Suède est devenue l'une des principales plates-formes mondiales — permet de financer ces groupuscules néonazis. »²⁵
- « Enfin, le 25 mars 2001, la Suède a mis en application la convention de Schengen sur la libre-circulation des ressortissants des pays associés et le contrôle de l'immigration des non-ressortissants. »²⁶

¹⁸ INPRECOR, juillet-août 1999

¹⁹ État du monde, 2000

²⁰ État du monde, 2009-2010

²¹ État du monde, 2003

²² État du monde, 2006

²³ État du monde, 2000

²⁴ État du monde, 2000

²⁵ État du monde, 2001

²⁶ État du monde, 2001-2002

- « *Dénonçant en février 2009, dans une tribune journalistique, l'échec de la politique d'intégration suédoise, le ministre des Migrations Tobias Billström a annoncé son intention de durcir sa politique en augmentant le nombre d'expulsions...* »²⁷
- « *En 2001-2002, la participation à l'UE n'était plus présentée par les autorités suédoises comme seulement un atout économique [...] mais comme un espace de lutte contre le terrorisme et le crime organisé [...] Le gouvernement... n'a émis aucune réserve quant à l'intervention militaire en Afghanistan.* »²⁸
- « *Le Parlement suédois (Riksdag) a très largement approuvé le 1er avril 2011 la participation de huit avions de combat et d'un avion de transport à l'intervention en Libye pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne. [...] Cette première intervention militaire de la Suède à l'extérieur de ses frontières depuis cinquante ans a marqué une nouvelle inflexion par rapport à sa neutralité longtemps proclamée, à tel point que l'adhésion à l'OTAN était désormais évoquée.* »²⁹

Il ne faut pas penser non plus que la sociale-démocratie suédoise soit ouverte au nouveau mouvement altermondialiste. Même si la répression du gouvernement italien à Gênes en 2002 a fait oublier celle de Göteborg en 2001, rappelons-nous :

« *Une répression policière sauvage : c'est ce qu'on retiendra avant tout du sommet de l'Union européenne à Göteborg en Suède, clos le vendredi 15 juin. Pour la première fois depuis qu'à Seattle, en décembre 1999, des dizaines de milliers de manifestants avaient pris la rue de manière organisée contre la mondialisation capitaliste, la police a employé des armes à feu. C'est aussi la première fois depuis 1920 qu'en Suède on compte trois blessés par balles (tous dans le dos !) à l'issue d'une manifestation. Sciemment ou non, la police suédoise a joué la provocation.* »³⁰

Aux élections de 2002, même si la coalition de gauche a conservé le pouvoir en maintenant son score électoral, le grand parti gagnant aura été « *le Parti libéral [de 4.6% des votes en 1998 à 13.3%] qui a réalisé un profond tournant droitier* » en plaçant la question de l'immigration au centre des débats politiques. Par contre, ont aussi légèrement progressé les écologistes et les agrariens qui s'opposaient à une intervention en Iraq même sous l'égide de l'ONU alors que tous les autres partis, y compris le Parti de gauche, y étaient favorables. De plus, les Conservateurs ont perdu le pouvoir dans la capitale, Stockholm, après y avoir privatisé « *... entre autres, les transports, les garderies, les services de santé, l'éducation, le logement et le nettoyage des rues...* »³¹

Après ces élections, cependant, pour convaincre la population suédoise d'intégrer la zone euro, d'autant plus que la centrale syndicale LO adoptait une position de neutralité face à la pression anti-UE de sa base, la coalition de gauche a tenté de calmer le jeu en condamnant l'intervention étasunienne en Irak et en haussant les dépenses sociales même s'il n'est pas question d'annuler les privatisations faites à Stockholm par les Conservateurs. Rien n'y fit. Le référendum donna 56% au « non » en septembre 2003. Pire, en attendant les élections parlementaires de 2006, « *[l]es élections au Parlement européen du 13 juin 2004 ont contribué à fragiliser le Parti social-démocrate au pouvoir (24.5% des voix)...* »³²

« *Le parti qui traditionnellement représente la classe ouvrière suédoise — le Parti ouvrier social-démocrate (SAP) — est le principal perdant dans ces élections, alors qu'on a du mal à trouver les gagnants. Tant en nombre de voix qu'en pourcentage le SAP a obtenu le plus mauvais résultat de l'histoire moderne. Cette élection ainsi que le référendum de l'an dernier indiquent qu'une brèche est en train d'apparaître entre la social-démocratie et la classe ouvrière...[...] La brèche évidente entre le SAP et la classe ouvrière n'a pas pour autant conduit à ce que d'autres partis de gauche accroissent leurs résultats. Le parti de gauche (Vänsterpartiet, ex-communiste) n'est pas parvenu à bénéficier de l'affaiblissement de la social-démocratie, bien qu'il soit opposé à l'adhésion à l'UE. Ce qui pourrait sembler étrange ne l'est en réalité pas du tout. Bien qu'il ne dispose d'aucun siège au sein du gouvernement, le Parti de gauche est en réalité un parti gouvernemental. Il soutient sa politique*

²⁷ État du monde, 2008-2009

²⁸ État du monde, 2003

²⁹ État du monde, 2011-2012

³⁰ INPRECOR, Juin-juillet 2001

³¹ INPRECOR, novembre-décembre 2002

³² État du monde, 2006

néolibérale, les privatisations etc. Le même raisonnement s'applique aussi au Parti Vert (Miljöpartiet). En conséquence ces deux partis ne pouvaient bénéficier du mauvais résultat social-démocrate.³³

La voie était ainsi ouverte à un retour de la coalition de droite en 2006...

« Les élections législatives du 17 septembre 2006 ont consacré la victoire de l'alliance formée par les conservateurs... [...] Il a créé dès son premier budget des allègements fiscaux pour les aides à domicile et les entreprises recrutant des jeunes ou des chômeurs, a réduit les allocations chômage et triplé (en moyenne) les cotisations de l'assurance chômage pour les travailleurs. Voulant marquer le début d'une nouvelle époque, il a annoncé, en mars 2007, la privatisation de six entreprises d'ici 2009 et la suppression de l'impôt sur la fortune, créé il y a soixante ans, dès 2007, afin de limiter l'exode fiscal et de stimuler les créations d'entreprises. [...] Mona Sahlin a remplacé Göran Persson à la tête du Parti social-démocrate [...] Elle souffrait aussi d'une image de "droite" après avoir défendu le gel des salaires alors qu'elle était ministre du Travail lors de la crise économique qu'a connue la Suède au début des années 1990. »³⁴

« Au cours de toute la campagne électorale les sociaux-démocrates se sont réfugiés dans le déni, prétendant que tout allait pour le mieux. Ils ont ainsi permis à l'alliance autour des conservateurs de se présenter comme une alternative... capable de créer plus d'emplois ! La privatisation des biens publics, y compris les hôpitaux, par le gouvernement social-démocrate intégrant des Verts et le Parti de gauche a aussi ouvert la voie aux conservateurs, légitimant leur orientation néolibérale plus radicale encore. »³⁵

Après la désaffection envers le Parti social-démocrate, c'est dorénavant son socle social syndical qui commence à écoper :

« Les syndicats ont aussi subi les conséquences de la réforme de l'assurance chômage de 2007, qui a consisté à transférer une part des cotisations de l'État à la charge des assurés et à réduire le montant des prestations. Cela a amené un certain nombre de travailleurs, jusqu'à 20 % dans certains secteurs, à cesser de s'assurer et donc de se syndiquer, les caisses d'assurance chômage étant gérées dans de nombreux métiers par les syndicats. »³⁶

Puis frappa la crise de 2008 qui entraîna les concessions bien connues aux entreprises :

« En 2008, la Suède entrait en récession dès le second trimestre avec un PIB contracté de 4,9 % en glissement annuel au quatrième trimestre, soit le pire résultat depuis 1993 et la crise bancaire. En mars 2009, [...] le taux de chômage culminait à 8,3 %. [...] Le taux de l'impôt sur les sociétés fut ainsi abaissé de 28 % à 26,3 % et les cotisations sociales acquittées par les employeurs allégées pour 2009. »³⁷

Lors de l'élection de 2010, la balancier ne revint pas à gauche tellement son discrédit s'approfondit... d'où l'émergence d'une pseudo solution à l'extrême droite :

« Lors des législatives du 19 septembre 2010, l'opposition constituée par le Parti social-démocrate (30,7 % des voix), le Parti de l'environnement-Les Verts (7,34 %) et le Parti de la gauche (5,6 %) n'est pas parvenue, pour la première fois, à empêcher la reconduction d'une coalition « bourgeoise ». [...] Les élections ont en fait été surtout marquées par la nette poussée des Démocrates de Suède (5,7 %, après 2,9 % en 2006), parti d'extrême droite qui, ayant obtenu 20 sièges, a pu entrer au Parlement, là aussi pour la première fois de l'histoire. [...] Malgré ce refus et malgré une participation forte (82,1 %) qui ne lui était a priori pas favorable, le succès de ce parti témoignait de l'enracinement du thème de l'immigration en Suède, comme dans le reste de la Scandinavie. »³⁸

Actuellement, le taux de chômage suédois se compare à celui du Québec de même que la tendance aux politiques d'austérité :

« En février 2012, le taux [...] du chômage s'élevait à 7,8 %, touchant plus sévèrement les 15-24 ans (25,2 %). L'année a été marquée par d'importantes manifestations en avril 2011 contre les réformes de l'assurance maladie, puis en février 2012 après l'évocation par le Premier ministre, le conservateur Fredrik Reinfeldt, d'un possible report à 75 ans de l'âge de la retraite pour tenir compte de l'allongement de la durée de vie. »³⁹

³³ INPRECOR, Juillet-août 2004

³⁴ État du monde, 2006-2007

³⁵ INPRECOR, novembre 2006

³⁶ État du monde, 2007-2008

³⁷ État du monde, 2008-2009

³⁸ État du monde, 2010-2011

³⁹ État du monde, 2011-2012

L'exemple du système de santé...

« Le financement du secteur de Santé provient essentiellement des taxes régionales et communales, mais aussi des subventions étatiques et des frais payés par les patients. Le service de Santé n'est donc pas gratuit, au contraire il est assez cher. Par exemple la consultation d'un médecin spécialiste dans le secteur public de Santé dans le comté de Stockholm coûte 32 euros, ce qui est lourd pour beaucoup, même s'il y a un plafond annuel de 95 euros, au-delà duquel le coût des soins est pris en charge. Les médicaments, les lunettes et les soins dentaires sont également à la charge du patient (avec certaines réductions).

« Au début des années 1980, la part des dépenses de santé dans le produit national brut (PNB) a été réduite. On parle de 100 000 emplois perdus dans le secteur de la Santé au cours de la décennie 1990, principalement dans les soins quotidiens des patients en milieu hospitalier et ambulatoire.

« La part du financement privé a augmenté au cours des dernières années, du fait de la hausse des honoraires payés par les patients.

« La privatisation a commencé, timidement, au début des années 1990 à l'initiative du gouvernement national et des autorités locales de droite. Il faut souligner que, en revenant au gouvernement, les sociaux-démocrates n'ont pas poursuivi ces privatisations, mais ils n'ont pas remis en cause ce qui avait été privatisé. Dans le comté de Stockholm, nous avons assisté au cours des deux dernières décennies à des changements de majorité au conseil du comté à chaque élection. À chaque fois que les sociaux-démocrates l'emportaient, ils mettaient en œuvre des réductions budgétaires (parfois très impopulaires), puis ils perdaient les élections au profit de la droite, qui privatisait (cette alternance a été interrompue lors des élections de 2010, lorsque l'alliance de droite sortante a remporté les élections nationales et locales en « promettant » de poursuivre les privatisations). [...]

« Les élections de 2006 ont produit le gouvernement de droite le plus agressif dans l'histoire de la Suède (et il a été malheureusement réélu en 2010). Ce gouvernement a immédiatement commencé une campagne accélérée de privatisations. En 2007 une loi permettant la vente de tous les hôpitaux publics — par morceaux ou en entier — a été adoptée. Cette loi permet également aux patients qui disposent d'une assurance privée d'accéder aux hôpitaux publics par ce que les opposants appellent "la voie rapide", car bien sûr personne ne paierait une assurance privée si elle ne lui accordait pas des avantages. Pour l'instant, aucun hôpital public n'a été vendu entièrement, mais des parts des hôpitaux l'ont déjà été. [...]

« La résistance contre ces attaques a été trop faible. Le personnel des services de Santé est divisé par la syndicalisation dans de nombreux syndicats de métier. Les syndicats des médecins et ceux des infirmières ont traditionnellement été favorables à la privatisation. Le syndicat des aides-soignantes, des brancardiers, des travailleurs de la psychiatrie et des employés pour les soins des personnes âgées — le plus grand syndicat en Suède — a été au mieux ambivalent face à la privatisation. »⁴⁰

...et des retraites

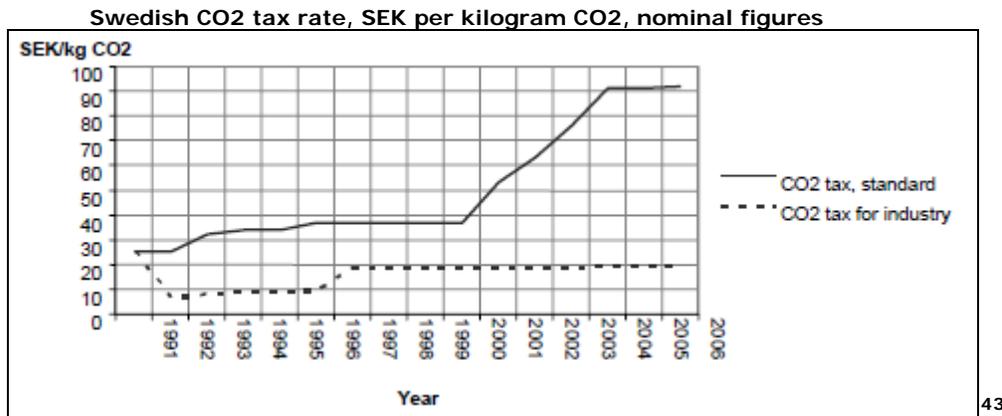
« Jusqu'en 1998, le régime suédois de retraite, l'un des plus étudiés dans le cadre des réformes des Systèmes de retraite en Europe avec celui de la Belgique, était par répartition, basé sur le salaire moyen des quinze meilleures années et une activité professionnelle d'au moins trente ans pour percevoir une retraite à taux plein. [...] La nouvelle version du système suédois conjugue deux régimes obligatoires : un de retraite par répartition et l'autre comptant des éléments de retraite par capitalisation... [...]

« Le système général est financé par une cotisation de 18,5 % du salaire, partagée entre les salariés et les employeurs, et répartie en deux tranches, la première de 16 % allouée à un système par répartition et la seconde de 2,5 %, capitalisée dans des fonds de pension. [...] L'âge légal de départ à la retraite en Suède est de 65 ans, mais des dérogations font que l'on peut la prendre à partir de 60 ans. [...] Autre réforme engagée dans les années 2000, le taux de remplacement de la retraite de base est calculé sur le revenu moyen durant toute la vie active, et non plus sur les 15 meilleures années... [...]

« La pension dépend du montant des cotisations, mais également de l'espérance de vie moyenne au moment du départ à la retraite, et de la croissance économique. [...] En résumé, cette réforme transfère les risques liés à la situation économique, des cotisants vers les retraités. [Je souligne, NDLR] Le niveau des retraites n'est plus garanti à priori, si la situation économique s'améliore le niveau des pensions augmente, si la situation se dégrade le niveau des pensions baisse. »⁴¹

Environnement : taxe sur le carbone pro-entreprise et énergie nucléaire consolidée

La socialement régressive taxe sur le carbone, dont la Suède fut une pionnière et qui, pour les entreprises, est six à sept fois plus élevée que celle québécoise⁴², se substitue au progressif impôt sur le revenu en plus d'être cinq fois moins chère pour les entreprises que pour les ménages :



Son « succès » est tout relatif en comparaison du recours à l'énergie nucléaire qui dès les années 70 s'est substituée aux combustibles fossiles pour produire l'électricité non hydraulique sans compter le douteux recours à la biomasse :

« Chaque hausse [de la taxe sur le carbone] est compensée par une baisse des charges sociales pour les entreprises ou de l'impôt sur le revenu pour les ménages. Résultat : "depuis son introduction en 1991, les rejets suédois de gaz à effet de serre ont été réduits de 9%", indique Olivier Truc dans *Le Monde*. Et les Suédois sont parmi les Européens qui émettent le moins de CO2 (6,7 tonnes par habitant contre 9,3 en moyenne dans l'UE). [...] "La taxe carbone ne s'est pas avérée être un obstacle majeur à la croissance, mais il faut rappeler que c'est parce que l'industrie bénéficie d'une réduction de 79% par rapport à ce que payent les foyers", estime un représentant du patronat interviewé par le quotidien français. Si la réussite de la taxe carbone en Suède ne fait aucun doute, elle s'explique aussi par le fait que le pays est peu dépendant du pétrole. "Grâce au nucléaire et aux centrales hydroélectriques qui, ensemble, produisent la quasi-totalité de l'électricité suédoise, mais aussi parce que, avec la Finlande, [la Suède] est l'Etat qui utilise le plus de combustibles non fossiles, essentiellement de la biomasse forestière", souligne *Le Monde* ». ⁴⁴

« Suite à l'accident nucléaire, en 1979, de la centrale américaine de "Three mile island", la Suède organisa un référendum sur le futur de l'énergie nucléaire. Organisé en 1980, ce dernier a conduit le Parlement suédois à interdire la construction de nouveaux réacteurs nucléaires, et a fixé pour objectif l'arrêt des 12 réacteurs nucléaires suédois d'ici à 2010. Dans les années 90, et suite à la nomination d'une commission pour l'énergie par le Gouvernement, il a été mis en évidence qu'une suppression complète de l'énergie nucléaire dans le mix énergétique suédois d'ici 2010 n'était pas possible des points de vue technique et économique car le pays ne disposait d'aucune solution de remplacement réaliste. Il fut cependant décidé que la centrale nucléaire de Barsebäck (constituée de 2 réacteurs nucléaires) serait arrêtée ; notamment car elle est située à une vingtaine de kilomètres de la capitale

⁴¹ Wikipédia, Système des retraites en Suède

⁴² "...the standard rate rose to \$104.83 (910 SEK) per metric ton while the rate for industry leveled off at approximately \$23.04 (200 SEK) per metric ton. [...] Quebec implemented its carbon levy in October 2007. The carbon levy is \$3.20 (C\$3.50) per metric ton of CO2." National Renewable Energy Laboratory, US Department of energy, Carbon Taxes: A Review of Experience and Policy Design Considerations, December 2009

⁴³ Swedish Environmental Agency and Swedish Energy Agency, 2007

⁴⁴ Presseurop, 6/07/09, condensé du Monde

danoise, Copenhague, créant ainsi de fortes tensions entre les deux pays. Les réacteurs furent finalement arrêtés en 1999 pour le premier, et 2005 pour le second.

« Au second semestre 2009, la Suède assurait la Présidence de l'Union Européenne et se profilait la conférence mondiale sur le climat à Copenhague de décembre 2009. La coalition au pouvoir a ainsi été poussée à proposer une nouvelle politique énergétique sobre en carbone et réaliste. Pour son mix électrique, la Suède reconnaissait reposer sur deux piliers essentiels non carbonés, l'hydroélectricité et le nucléaire, et appelait le développement d'un troisième pilier constitué d'énergies renouvelables. Le 17 juin 2010, conformément à cette nouvelle politique énergétique bas carbone, le Gouvernement suédois a annoncé la possibilité de faire fonctionner les centrales restantes jusqu'à la fin de leur durée de vie économique (soit un fonctionnement pendant 40 ans signifiant l'arrêt progressif des réacteurs entre 2012 et 2025) et le remplacement, sans limitation de puissance, des 10 réacteurs nucléaires existants. [Je souligne, NDLR] L'interdiction de construire de nouveaux réacteurs nucléaires fut donc levée à condition que le nombre total de 10 réacteurs nucléaires en Suède ne soit pas dépassé.

« La politique bas carbone du Gouvernement suédois stipule, que d'ici à 2020, la Suède devra utiliser 50% d'énergies renouvelables et ses émissions de gaz à effet de serre devront être diminuées de 40%. [...] Pour satisfaire cet objectif et en l'absence de sources d'énergies renouvelables en conséquence, l'énergie nucléaire est une solution majeure permettant une diminution des émissions de GES (par rapport aux énergies fossiles) et une sécurité des réserves en énergie suffisante pour le pays. Un regard sur l'évolution du mix de production électrique suédois permet de se rendre compte que les énergies renouvelables et les déchets n'apparaissent que très récemment dans ce mix de façon significative après les années 2000.

« La Suède est un des quelques pays à maintenir sa position vis-à-vis de l'énergie nucléaire après la catastrophe japonaise. Le Premier Ministre suédois, Fredrik Reinfeldt, a très vite déclaré qu'il n'organiserait pas de référendum (comme celui de 1980) sur l'énergie nucléaire après l'accident de Fukushima. En effet, la Suède est, à ce jour, fortement dépendante de l'énergie nucléaire pour près de 50%, l'autre moitié de son électricité provenant de l'hydroélectricité. [...] »⁴⁵

Cerise sur le gâteau :

« En mai 2011, le ministre suédois de l'Environnement, Andreas Carlgren, a critiqué la décision de l'Allemagne d'abandonner la filière nucléaire à compter de 2022. L'électricien national suédois, le groupe Vattenfall, gère 7,2 % des capacités nucléaires allemandes... »⁴⁶

Canada/Québec et Suède : deux frères jumeaux appliquant les mêmes politiques

Pendant qu'au Canada les dépenses gouvernementales relatives (en proportion du PIB) chutaient de 26% du sommet des années 90 à 2006, elles baissaient de 22% en Suède.⁴⁷ Il est vrai, cependant, que cette part reste en Suède, pays paradigme de la social-démocratie, la plus élevée de l'OCDE... après la France, la Finlande et le Danemark. Par contre, la crise de 2008 a conduit le Canada à accroître son effort de 11%, de 2006 à 2010, alors que celui de la Suède est resté quasiment stable, contrairement à la plupart des autres pays de l'OCDE, croissant seulement de moins de 1%, ce qui a fait perdre à la Suède son premier rang pour cette statistique.⁴⁸ La dynamique néolibérale est la même en Suède qu'au Canada sinon pire depuis 2006.

Depuis les années 1990, le régressif effort budgétaire du Canada et de la Suède fut bien pire que dans les autres pays du G-7 où la proportion des dépenses gouvernementales vis-à-vis du PIB est, durant la période 1990-2006, soit restée constante ou presque — France, Royaume-Uni, Japon, États-unis — soit a légèrement baissé — Allemagne, Italie. (Il faut toutefois noter que cette proportion au Japon et aux ÉU était relativement basse au départ et le reste. En plus, aux ÉU, les dépenses militaires prédominent sur les dépenses sociales.) De 2006 à 2010, par contre, le rapport dépenses gouvernementales versus PIB a significativement augmenté dans les quatre premiers pour à peine croître dans les deux derniers. Cette fois-ci, le Canada s'est conformé au premier groupe et la Suède au dernier, faisant de ce pays un des plus droitiers de l'OCDE en termes de croissance des dépenses sociales durant la crise laquelle l'a pourtant durement frappée.

⁴⁵ Ambassade de France en Suède, 29/06/11, selon bulletin-electroniques.com

⁴⁶ Wikipédia, Conséquences de l'accident de Fukushima sur l'industrie nucléaire dans le monde

⁴⁷ OECD Economic Outlook, June 2005, Annex Table 25

⁴⁸ OCDE, Profils statistiques par pays : Tableaux-clés, 2011

Les heures annuelles travaillées par personne en âge de travailler sont en Suède plus élevées que pour la moyenne de l'OCDE et que pour la plupart des pays de l'Union européenne même si elles sont inférieures à celles travaillées au Canada⁴⁹ quoique, depuis 10 ans, elles soient à la hausse en Suède et à la baisse au Canada. On remarque que depuis 25 ans la croissance de la productivité du travail en Suède fut constamment et significativement supérieure à celle tant de l'OCDE que des ÉU et de la zone euro, et très significativement supérieure à celle du Canada. Le peuple suédois a-t-il profité de cet effort d'autant plus qu'il travaille davantage que dans la plupart des pays de l'UE ? Durant la même période, la croissance de la consommation privée y a été significativement moindre que celle de l'OCDE et que celle de la zone euro et très significativement moindre que celle du Canada et des ÉU. Si ceux et celles qui travaillent le font davantage qu'ailleurs sans en bénéficier, ce sacrifice imposé ne s'est pas répercuté sur le taux d'emploi. En comparaison du début des années 80, le taux d'emploi suédois a décliné pendant que ceux de l'OCDE, de la zone euro, des ÉU et du Canada a crû au point que ces taux sont devenus égaux entre le Canada et la Suède. Quant au taux de chômage des jeunes, il y est significativement plus élevé qu'au Canada et la proportion des femmes travaillant à temps partiel y est élevée même si elle est moindre que celle du Canada et de l'UE.

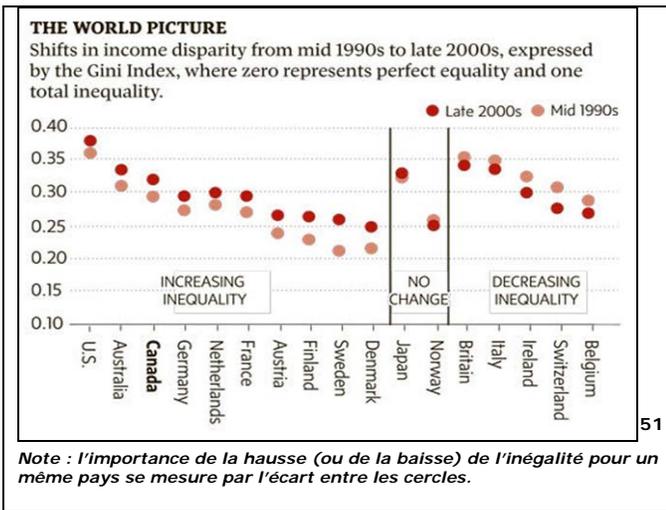
Il n'y a pas eu d'effort d'investissement particulier du capital suédois expliquant cette disparité. Pendant que dans les années 80, la croissance de la formation de capital fixe privé non-résidentiel de la Suède était parmi les plus élevées de l'OCDE, nettement supérieure tant aux moyennes de l'OCDE et de la zone euro qu'à celles du Canada et des ÉU, elle est certes depuis lors restée supérieure aux moyennes de l'OCDE et de la zone euro mais est devenue inférieure à celle du Canada et nettement inférieure à celle des ÉU. Cette contradiction s'explique par la nécessité, au début des années 90, de financer un déficit budgétaire explosif, aujourd'hui contrôlé, entre autre par des emprunts à l'étranger qu'il a fallu ensuite rémunérer, et par une continue et relativement importante sortie de capitaux même si elle a été compensée, en termes d'équilibre des flux de capitaux, non par de nouveaux investissements étrangers mais par des prises de contrôle de compagnies suédoises par des entreprises étrangères. Comme le Canada, la Suède était devenu en 2006 un pays à surplus, du budget public comme du compte courant, afin de tant se garder dans les bonnes grâces du capital financier que pour financer une continue fuite de capitaux.

Depuis lors ces deux comptes sont devenus négatifs pour le Canada, alors qu'ils restent positifs ou presque pour la Suède, particulièrement pour le compte courant. La manufacture canadienne, dans les derniers dix ans, a été sapée par une importante appréciation du taux de change, beaucoup plus que pour la Suède — trois fois plus — à cause de son abondance de ressources naturelles, particulièrement énergétiques, et par la sévère crise de son principal marché d'exportation. Reste que les importantes exportations nettes suédoises dénotent une sévère politique d'austérité de même qu'une hausse drastique du taux d'épargne des ménages. Contrairement au Canada, les ménages suédois se sont mis à épargner beaucoup plus qu'avant la crise du début des années 90 et encore plus depuis la crise de 2008. De 2007 à 2010, le taux d'épargne net des ménages suédois a encore augmenté de plus de 60% alors que celui canadien a augmenté de 30%. Sans doute est-ce là le reflet d'une crainte de l'avenir de la part d'une population vieillissante plus encore qu'au Canada, face au continuel charcutage de ce qui reste certes un des meilleurs États providence du monde, étant donné son haut niveau atteint au début des années 1970, mais non un modèle vers lequel tendre à moins de s'être réconcilié avec le néolibéralisme.⁵⁰

	<p>La Suède est d'autant moins un modèle quand on constate la forte croissance des inégalités. On remarquera dans le graphique ci-joint qu'en Suède les inégalités de revenu ont crû plus rapidement, entre les années 90 et la fin des</p>
--	---

⁴⁹ OECD, Economic Surveys, Sweden, August 2005, figure 1.6

⁵⁰ OECD Economic Outlook, June 2005, Annex tables 3, 6, 9, 11, 12, 20, 25, 26, 27, 32, 33, 48, 51 ; OECD in figures, 2005, pages 18 à 21, 56-57



années 2000, qu'au Canada même si la situation y reste meilleure. Cela est dû en partie à une baisse substantielle de l'effort fiscal de 11%, en termes de proportion de PIB, alors que l'effort fiscal moyen tant de l'OCDE que de la zone euro ne baissait que de 3 à 4% du pic des années 90 à 2006. En fait, la chute de l'effort fiscal suédois est un des plus importants de l'OCDE avec l'Irlande, la Nouvelle-Zélande et le Canada.⁵²

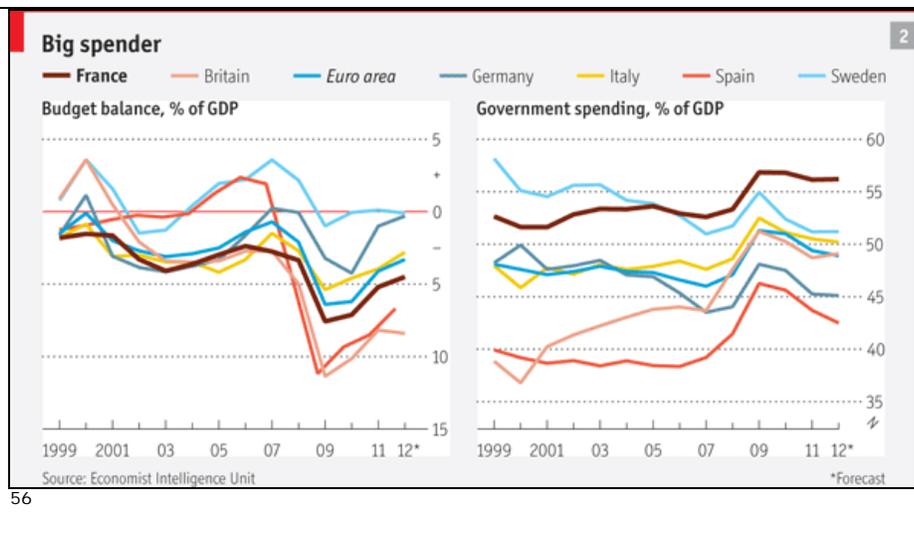
Suite à la brutalité des offensives néolibérales tant au Canada qu'en Suède dans les années 90, similaires à celles en Finlande et en Irlande au même moment, l'endettement public, relativement au PIB, du Canada et de la Suède s'amenuisa et continue de s'amenuiser en Suède malgré la crise. La Suède est d'ailleurs un exemple mis en exergue par les idéologues néolibéraux comme la revue de la City, *The Economist*⁵³. Un budget équilibré et un secteur public en forte décroissance, à rendre jaloux l'Allemagne, quel néolibéral oserait dire mieux ! Et quel pied de nez à la France, ce contre-modèle que *The Economist* n'a pas craint de prendre à partie⁵⁴ :

Closing the gap
Past examples of deficit-cutting

Country	Period	Change in:		
		Tax revenue	Public spending	Fiscal balance
Britain	1931-34	-0.1	-3.7	3.6
Britain	1975-79	-2.2	-5.1	2.9
Britain	1982-88	-4.9	-9.2	4.3
Canada	1992-99	3.7	-5.8	9.5
Finland	1994-2000	5.3	-6.7	12.0
Germany	1996-2000	0.7	-3.9	4.6
Ireland	1985-96	-3.7	-14.3	10.6
Netherlands	1993-97	-2.5	-3.9	1.4
Sweden	1993-2000	7.0	-7.8	14.8

Source: Policy Exchange

55



Canada et Suède, des pays impérialistes secondaires dans le moulin du libre-échange

Cette similitude canado-suédoise n'est pas due au hasard. Ce sont deux pays impérialistes subordonnés à plus puissants qu'eux dans leur zone respective, l'UE et l'ALÉNA dont ils sont devenus membres parce qu'ils étaient menacés d'isolement. Cette position a l'inconvénient de les rendre très sensibles aux « libres » mouvements de capitaux d'une poignée de transnationales autochtones ou étrangères qui, pour plusieurs, dépendent peu de leur marché national respectif. Leur monnaie nationale respective a eu par contre l'avantage de permettre au Canada et à la

⁵¹ Globe and Mail, Infographic: The economics of the Occupy movement, 16/10/11

⁵² OECD Economic Outlook, June 2005, Annex Table 26

⁵³ The Economist, Sweden, The new model, A bit more unequal, a lot more efficient, Oct 13th 2012

⁵⁴ The Economist, The World in 2013, France's wake-up call, Nov 21st 2012

⁵⁵ The Economist, *Sharing the pain*, Nov 6th 2010

⁵⁶ The Economist, The economy: Doing so-so, Nov 15th 2012

Suède un ajustement rapide de leur taux de change et taux d'intérêt pour absorber un brusque changement des flux de capitaux, sans riposte immédiat des grandes puissances étant donné la relative petitesse de leur marché et leur utile fonction politique, pendant longtemps, de « bon gars » de leur zone impérialiste respective, rôle désormais complètement caduque pour le Canada et en déliquescence pour la Suède, aiguïsement des contradictions sociales oblige. La politique monétaire donne plus de temps à un pénible réajustement budgétaire, fiscal et structurel qui contraint la bourgeoisie à affronter la riposte populaire tout en donnant des gages aux centres financiers internationaux par une plus grande ouverture commerciale et financière.

Le modèle suédois a décliné à partir des années 70 pour rentrer en crise au début des années 90 suite à une crise financière majeure dont le point de départ fut le marché immobilier. Sauver les banques a coûté 4% du PIB suédois même si ensuite la bonne conjoncture de la fin des années 90 a permis à l'État de récupérer une grande partie de sa mise⁵⁷. Cette crise a mené à plusieurs privatisations dont une grande partie du transport public, de la poste, à la compétition dans le système de santé entre hôpitaux privés et publics et à un système de bons individuels pour le choix de l'école qui peut être privée. Le modèle scandinave, surtout suédois, n'est qu'une apparente exception en ce sens que les dépenses sociales sont orientées de sorte à hausser la productivité de la main d'œuvre et le reste est charcuté. Rien ne dit que ce modèle « à succès » basé sur le socle de la compétitivité manufacturière pourra longtemps se perpétuer :

« En Suède, les industries se sont succédées. Dans les années 1960 quand l'industrie textile a été délocalisée, et dans les années 1970 et 1980 lorsque la même chose est arrivée aux chantiers navals, d'autres secteurs ont connu une croissance. Cela a concerné l'industrie automobile et plus particulièrement les services publics. Ce "changement structurel" a été la politique officielle des syndicats et du parti social-démocrate. Cependant, aujourd'hui, il n'y a pas d'autres industries qui soient en croissance, et le secteur public doit lui aussi faire face à des compressions en terme de budget et d'emplois. Dans une économie comme celle de la Suède, la destruction immédiate de l'industrie automobile serait un désastre. »⁵⁸

L'exception suédoise n'est possible qu'à cause d'une institutionnalisation de la collaboration de classe en 1938 suite à une intense lutte sociale entre les deux guerres mondiales, elle-même fouettée par la toute proche révolution bolchevique, et d'une importante accumulation de capital industriel durant ces deux guerres, surtout la Deuxième due à une *neutralité* pro-nazie suivie d'une *neutralité* pro-OTAN durant la guerre froide :

« Un essai publié en septembre 2008 par l'historien Tobias Berglund et le journaliste Niclas Sennerteg a dévoilé l'existence de camps d'internement suédois pour communistes et opposants allemands ou norvégiens à l'Allemagne nazie durant la Seconde Guerre mondiale. Cet ouvrage a soulevé d'autant plus de débats qu'il attribuait la création de ces camps en partie à Tage Erlander, ancien président du Parti social-démocrate et ancien Premier ministre (1946-1969). Une tribune parue le 15 février 2009 dans le quotidien Dagens Nyheter a jeté le doute sur une autre grande figure de la social-démocratie suédoise, Ernst Wigforss, ancien ministre des Finances, notamment de 1936 à 1949. Ce dernier aurait autorisé en 1941 des crédits aux chantiers navals allemands alors qu'il apparaissait jusqu'alors comme le principal opposant à une coopération avec l'Allemagne nazie. »⁵⁹

« Après la guerre, la Suède a profité de l'avantage de sa base industrielle intacte, de sa stabilité sociale et de ses ressources naturelles pour élargir sa base industrielle afin de reconstruire l'Europe. »⁶⁰

Une différence cruciale : la question nationale

La Suède est une vieille nation indépendante sans aucun problème d'identité... sauf peut-être le récent défi de l'intégration de l'immigration mise à mal par les politiques néolibérales. Son développement national précoce en a fait tôt une nation indépendante qui en a profité pour se gonfler à bloc avant que la réalité de la formation des grandes nations européennes ramène son petit empire à la proportion d'un État-nation :

« La Suède apparaît comme un pays indépendant et unifié au cours du Moyen Age. Au 17ème siècle, le pays a étendu ses territoires pour former l'empire suédois. L'empire s'est développé pour

⁵⁷ Wikipédia, Sauvetage du système bancaire suédois

⁵⁸ INPRECOR, août-septembre 2010

⁵⁹ État du monde, 2008-2009

⁶⁰ Wikipédia anglais, Sweden, ma traduction

devenir l'une des grandes puissances de l'Europe au 17e siècle et au début du 18ème siècle. La plupart des territoires conquis en dehors de la péninsule scandinave ont été perdus au cours des 18e et 19e siècles. La moitié orientale de la Suède, la Finlande actuelle, a été perdu à la Russie en 1809. La dernière guerre où la Suède a été directement impliqué était en 1814, lorsque la Suède, par des moyens militaires, a forcé la Norvège au sein d'une union personnelle [laquelle s'en sépara pacifiquement en 1905, NDLR]. »⁶¹

C'est une vérité de La Palisse que d'affirmer le mal identitaire canadien et encore plus celui québécois⁶². Ce mal doublé du fait que le Canada/Québec soit trop près des ÉU et trop loin de l'Europe et de sa riche histoire de lutte de classe, peut-être aussi parce que trop riche en ressources naturelles d'où une tendance rentière de *maladie hollandaise* actuellement très forte, expliquent la raison d'être d'un introuvable consensus social entre bourgeoisie fédéraliste et peuple québécois indépendantiste. Faut-il s'en plaindre ? Le consensus n'est-il pas la voie bourgeoise par excellence du cul-de-sac néolibéral laquelle voie surprend le peuple dans sa torpeur ?

La lutte pour l'indépendance du Québec, initiée au Québec et soutenue par les peuples opprimés du Canada et par le prolétariat canadien ne serait-elle pas l'occasion d'une rupture avec cette bourgeoisie de plus en plus rentière et réactionnaire ? L'actuel réveil aborigène « *Idle no more* », dont la mobilisation à cette heure semble forcer la main des chefs autochtones au boycott en tout ou en partie de leur rencontre avec le Premier ministre ne pourrait-elle pas être le démarreur de ce moteur stratégique, déjà réchauffé par le *printemps érable*, si le peuple québécois était en première ligne... ce qui est encore loin d'être le cas ?

Marc Bonhomme, 11 janvier 2013

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

⁶¹ Wikipédia anglais, Sweden, ma traduction

⁶² Voir mon article « Perspective québécoise : nation et impérialisme néolibéral » sur le site ESSF